

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

La mise en place d'une tarification sociale pour les cantines et les internats des lycées publics concrétise un engagement politique du nouvel exécutif de la Région. Elle vient répondre à une forte attente pour les familles les plus modestes : celles qui sont aujourd'hui les plus exposées aux aléas économiques de cette période *d'après-crise* où la reprise n'est pas forcément au rendez-vous pour l'emploi et les salaires tandis que la baisse des allocations chômage, elle, est bien là, tout comme la hausse des prix, avec au premier chef celle des tarifs de l'énergie (électricité, gaz, carburants).

La 15^{ème} édition du « *baromètre de la pauvreté* » Ipsos/Secours populaire français, paru début septembre, a enregistré une fragilisation sociale croissante dans le pays après deux années de *crise Covid* : il confirme qu'une partie de la population, notamment la jeunesse, a basculé dans la pauvreté, ainsi que l'insuffisance des revenus pour de nombreux ménages. Ainsi 30 % des personnes interrogées ont dit avoir des difficultés à se procurer de quoi faire 3 repas par jour avec une alimentation saine ; et elles sont 40 % à dire avoir du mal à faire face aux dépenses liées aux enfants pour l'achat de vêtements, de fournitures scolaires, pour la cantine ou les transports.

S'ajoutant à l'aide au financement des manuels et de certains équipements scolaires, et aux efforts déjà faits sur les tarifs des transports, cette nouvelle mesure de soutien aux jeunes et à leurs familles va donc dans le bon sens, celui d'une École qui ne doit laisser personne au bord du chemin. La FSU ne peut que s'en féliciter, notre organisation défendant l'idée que ce *bien commun* qu'est l'École gratuite laïque et ouverte à tous nécessite aussi l'accès de tous aux autres biens qui lui sont associés.

Tout comme la santé et la protection devant les aléas de la vie, l'éducation a un coût, mais elle ne doit pas avoir de prix. S'ils nous est souvent arrivé de nous retrouver seuls en cet hémicycle à plaider pour une vraie gratuité des manuels scolaires ou des transports, la FSU constate que ces idées font leur chemin dans la région. Elle se plaît à penser qu'elle n'y a pas été pour rien.

Parce que cette nouvelle mesure ne se limite pas à un projet tarifaire mais qu'elle est conçue en lien avec le double objectif d'éduquer les jeunes au « *Bien manger* » et d'encourager la production agricole locale et écologique, elle devrait engager à aller plus loin encore. Pour la FSU, cette mesure visant à rendre plus accessible le repas à la cantine quels que soit les moyens de chacun pourrait constituer un premier pas vers la construction à l'échelle de nos territoires d'un projet plus ambitieux encore répondant au droit à une alimentation digne et de qualité pour tous.

En juin dernier à l'occasion de la présentation de l'étude du CESER sur *l'alimentation à l'horizon 2050*, la FSU s'était fait l'écho de l'idée de *Sécurité sociale alimentaire* – une idée neuve mais qui n'a rien d'utopique puisqu'elle a déjà connu un puissant et vaste précédent historique avec la *Sécurité sociale*.

Avec la lutte pour la justice environnementale et pour une santé soustraite aux appétits du marché, la revendication du droit à une alimentation de qualité pour tous est aujourd'hui au cœur des revendications que porte notre syndicalisme de transformation sociale.

Par l'importance de son agriculture, par la présence d'acteurs sociaux engagés contre les inégalités et pour une agriculture donnant les moyens de vivre à tous, producteurs comme consommateurs – citons ici le réseau des CIVAM – et plus généralement par la capacité de la société bretonne à construire des solidarités, notre région ne manque pas d'atouts pour devenir expérimentatrice en la matière. La FSU encourage donc le nouvel exécutif à ne pas craindre d'explorer cette voie.